

La "nouvelle" droite italienne naît à la Leopolda.

Luigi
PANDOLFI

3 novembre
2014

Que représente aujourd'hui Renzi ? Qu'est-ce que "son" parti démocratique ? Comment peut-on qualifier l'action de son gouvernement ? Après la grande manifestation de la CGIL (1) à Rome et le meeting de la Leopolda (2) à Florence, peut-être est-il plus facile d'apporter une réponse à ces questions.

Commençons par les deux premières, avec une prémisse : ce grand garçon vif et très ambitieux est le fils de prédilection de la longue et persistante crise de la politique qui règne depuis la fin des années 80 et du modèle berlusconien qui l'a intelligemment interprétée et chevauchée pendant plus de vingt ans. Sans nul doute, le Cavaliere est politiquement fini, mais son héritage continue à peser, se mêlant aux effets toxiques, sur le versant politique et social, de la crise économique encore en cours. De quel modèle s'agit-il ? Il est constitué, à mon avis, par trois éléments principaux qui, mutatis mutandis, renouvellent avec Renzi leur présence dans le système politique italien.



1) La politique est communication. Berlusconi a été le pionnier de la télévision commerciale dans notre pays et le premier homme politique du monde qui ait conçu son parti comme une marchandise quelconque à placer sur le marché. En l'occurrence, nous parlons évidemment du marché électoral. En outre, Forza Italia, qui, déjà par son nom, renvoyait au génie de la trouvaille publicitaire, est née d'abord à la télévision, sous forme de spot, et ensuite seulement dans le pays réel, dans les villes et les régions.

Avec le temps, même Forza Italia a dû concéder quelque chose aux règles, et même aux liturgies, de la politique traditionnelle, en se donnant un minimum d'organisation au niveau central aussi bien que périphérique. Et pourtant, on ne peut pas ne pas reconnaître que c'est plutôt la politique "traditionnelle" qui s'est "forzaitalianisée" que le contraire (la chute des adhérents du PD confirme largement cette thèse).

2) Le parti est son leader. Ce phénomène aussi, qui s'est énormément développé dans notre pays ces dernières années, provient dans une certaine mesure de la graine berlusconienne, responsable d'une vision des partis et de la politique où, ce qui compte, c'est principalement le charisme du chef et son "savoir apparaître" télévisuel. En somme, c'est une certaine vision de la politique qui a fait école, vision qui, du côté du parti berlusconien, a été jusqu'à un certain point codifiée, avec une référence explicite à la célèbre catégorie webérienne du pouvoir charismatique.

3) Ce qui compte, c'est la volonté du peuple. La "volonté populaire", dans cette optique, devient la seule source de légitimation du pouvoir charismatique, et même aux dépens des règles formelles de la démocratie et de la confrontation avec les corps intermédiaires de la société. Le raisonnement est celui-ci : qui a reçu un mandat du peuple pour gouverner ne doit de comptes de son action qu'à celui-ci.

C'est le jeu de poker du populisme post-moderne, de la démocratie télévisuelle (et du web), nouvelle frontière de l'intégration passive des masses dans la vie publique de la nation. Télécommande, clavier et smartphone à la place des lieux physiques de la discussion, de la confrontation, de la socialisation des idées. Et le vote (y compris les primaires) pour confier un mandat en blanc à l'homme providentiel.

Matteo Renzi : une politique de présence généreuse dans les salons télévisuels national-populaires, le primat des photos en gros plan sur l'aspect concret des mesures adoptées, l'image de l'homme seul aux commandes, la rhétorique du "nous sommes légitimés par 40,8 % des électeurs" (3) et celle du changement entravé par les

lobbies, la bureaucratie et des pouvoirs forts aussi peu identifiables, l'intolérance à l'égard des syndicats, des intellectuels et, en général, de toute divergence d'opinion, ne constituent-ils pas les ingrédients d'une version 2.0 du berlusconisme que nous avons connu dans les années passées ? Aucun doute possible - il n'y a en plus que Twitter. Même la croisade contre la gauche (sic !) du parti apparaît comme une suite de la rhétorique berlusconienne contre les "communistes", ennemis imaginaires, bien sûr, qui n'existaient que dans la propagande, exactement comme les "ennemis du peuple" n'existaient que dans la propagande des partis stalinien.

Le reste est le fruit de la crise économique-financière qui a éclaté il y a 7 ans, et que les élites capitalistes ont élevée au rang de méthode de gouvernement, soutenant partout la cause du transversalisme et des larges ententes, appuyant - y compris financièrement - des personnages médiocres et obéissants à la tête des gouvernements nationaux.

Lors du dernier meeting de la Leopolda, le PD néo-berlusconien a définitivement perdu ses complexes. De fait, on y a envoyé à la casse (4) tout sens résiduel de la pudeur face à l'évolution d'un parti toujours plus en phase avec son leader et son exhibitionnisme médiatique hypertrophié. Un nouveau parti est né, de droite par sa vision de l'économie et de la société, populiste et inspiré par les pouvoirs forts, adapté à la direction autoritaire de la crise. Jugement trop sévère ? Je ne saurais trouver d'autres expressions pour définir une force politique dans laquelle il y a un espace pour les positions du financier Serra (5) sur le droit de grève !

Venons-en pour finir au contenu de l'action du gouvernement. Le mot-clé de la pensée-Renzi est "changement". Un terme qui, en même temps que celui de progrès, a toujours constitué la base du langage de la gauche. Avec une différence de fond : le "changement" que préconise le chef de gouvernement, sous la dictée de la Confindustria (6) et de la Troïka, est un "changement régressif" qui, au nom de l'idéologie néo-libérale aujourd'hui dominante, a pour but de déstructurer et alléger ce qui reste du modèle social "européen" dans notre pays, en continuité avec les dures politiques d'austérité déjà adoptées par les gouvernements précédents, à partir du gouvernement, terne et sans finesse, de Monti.

Ce qui distingue cette phase des précédentes, c'est seulement l'habile et efficace déclinaison populistico-démagogique des choix qui s'accomplissent, avec inversion frauduleuse du signe et de la finalité des mesures périodiquement adoptées : on reste dans le cadre de l'austérité tout en décrétant son échec ; on coupe dans les droits sociaux tout en annonçant leur extension ; on crée une nouvelle précarité tout en en proclamant à son de trompe la fin.

La Loi de stabilité qui vient d'être lancée, et qui, pour être comprise, doit être lue en coordination avec la délégation sur le travail (*Jobs Act*) (7), est le manifeste de ce nouveau cours du PD : vieilles recettes libérales (moins de taxes sur les entreprises = croissance) et attaque contre les droits des plus faibles présentée comme s'il s'agissait d'une solution (de gauche) aux croissantes et insupportables inégalités de notre société. Bref, l'acte de fondation de la nouvelle droite italienne, qui a trouvé, dans l'ancienne gare de Florence, sa consécration triomphale et incontestée.

Luigi Pandolfi, pour le *Huffington Post*.

Traduction ; Rosa Llorens

»» <http://www.huffingtonpost.it/luigi-pandolfi/leopolda-nuova-destra-ital...>

(1) équivalent italien de la CGT

(2) ancienne gare de Florence où Renzi (ex-maire de Florence) réunit ses partisans.

(3) résultat obtenu par le PD aux dernières élections européennes.

(4) référence au surnom de Renzi : il Rottamatore, celui qui envoie à la casse les hommes politiques archaïques.

(5) Davide Serra, gestionnaire du fonds d'investissement Algebris, ami et financier de Renzi : lors de la dernière Leopolda, le 25 octobre, il a réclamé une limitation du droit de grève dans la fonction publique.

(6) équivalent italien du MEDEF.

(7) Plan de réformes du marché du travail, adopté en octobre ; il ouvre la voie, en particulier, à la suppression de l'article 18 du Statut du Travailleur, qui, depuis 1969, protège contre les licenciements abusifs.